

Le bien être animal fait débat

Le ministre de l'agriculture a reçu les associations de protection animale



Le bien être animal fait débat

Le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation a rencontré, le 9 janvier 2019, les fondations et associations de protection animale représentatives pour faire le point sur les attentes sociétales fortes pour une meilleure prise en compte de la sensibilité des animaux d'élevage. Didier Guillaume a ainsi confirmé la nécessité d'accompagner les éleveurs, et plus généralement le monde agricole, vers une transition agroécologique indispensable pour réconcilier les territoires urbains et ruraux.

À l'occasion de cette rencontre avec les représentants du monde associatif de la protection animale (CIWF France, Confédération nationale – Défense de l'Animal, Conseil National de la Protection Animale, Fondation Assistance aux Animaux, Fondation Brigitte Bardot, Fondation 30 millions d'amis, Société Protectrice des Animaux, Fondation Droit Animal Ethique et Sciences, Ligue Française pour la Protection du Cheval, l'Œuvre d'Assistance aux Bêtes d'Abattoirs, Welfarm), le ministre Didier Guillaume a tenu à rappeler que les éleveurs français sont bien les premiers acteurs du bien-être car ils aiment leurs animaux, et la compétitivité économique de leurs exploitations, et donc de leurs filières agroalimentaires en dépendent.

De la prévention et des sanctions

Le ministre a indiqué qu'il était convaincu que cette attente des citoyens et consommateurs, les éleveurs français l'ont parfaitement intégrée et qu'à ce titre, de nombreux travaux de recherche et d'innovation étaient d'ores et déjà engagés par les filières pour faire évoluer certaines pratiques d'élevage et de traitement en abattoirs. Ces évolutions constituent d'ailleurs l'un des axes forts du plan d'action prioritaire en faveur du bien-être animal établi pour la période 2016-2020.

Dans ce contexte, Didier Guillaume a regretté l'agri bashing systématique et contre-productif dont font actuellement l'objet les producteurs français et indiqué sa volonté rapprocher le monde rural et les territoires urbains. Le ministre a souligné une nouvelle fois l'importance des dispositions pénales relatives à la protection animale introduites par la loi Egalim et réaffirmé sans ambiguïté l'engagement du gouvernement à avancer sur ce dossier.